



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

... à l'hôpital
et au-delà !



Hôpital Pitié-Salpêtrière

12 déc. 2023

Non à la loi Darmanin ! Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

L'indignité au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France !). Les expulsions seraient encore facilitées.

La plus grande infamie de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, et nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : le Royaume-Uni veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.



Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et :

**MANIFESTONS CONTRE LA LOI
DARMANIN LUNDI 18 DÉCEMBRE**

Grève aux Urgences de la Pitié : ça paie !

Mardi dernier, l'équipe de jour des Urgences a fait grève pour plus d'effectifs et de moyens. La direction de l'hôpital, a commis l'erreur de sous-estimer la colère des collègues, et n'a même pas préparé le service minimum ni assigné les agents ! Les collègues ont marqué le coup et ils ont eu raison. Après un jour de grève, ils ont obtenu « l'affectation » de plus de personnels aide-soignant et infirmier dans le service, et quelques rustines côté matériel : audits sur le matériel et les besoins, « prêt » de brancards d'ici à en avoir des neufs, renouvellement d'une imprimante... Bref, un début, et les collègues restent mobilisés pour tenir la direction à ses engagements, et remettre le couvert si nécessaire ! Étant donné le ras-le-bol dans tous les services, et les autres grèves ne serait-ce qu'à l'AP-HP (comme en Réa à Tenon, ou à Paul Guiraud), la colère aurait intérêt à se transformer en un mouvement d'ensemble.

En cas de grève, c'est à la direction de prévoir

Faire grève, c'est ne pas travailler. Point. Évidemment à l'hôpital un service minimum s'impose, mais c'est à la direction de l'organiser – et c'est contre elle qu'il faut se retourner si c'est pas fait. Faire grève est un droit ! Et s'ils s'en foutent, alors à la direction de descendre, aux hauts cadres de mettre les blouses, et de mettre les mains dans le cambouis, ça leur fera pas de mal.

Faire reculer la direction, c'est possible

Les collègues de la suppléance ont fait ravalier ses plannings à la direction. Elle avait tenté de passer en force en modifiant les plannings de décembre dans le dos des collègues : des collègues devant travailler à Noël se retrouvaient à travailler le jour de l'an et les repos étaient modifiés. Pour ceux qui avaient déjà organisé leur départ ? Qu'ils se débrouillent. Devant la colère, la direction a reculé. Les plannings initiaux de décembre ont été remis en place. Une première victoire qui doit en appeler d'autre ! C'est le cas dans beaucoup de services...

Grève a la cuisine centrale de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif (94)

La colère couvait depuis longtemps face à la charge de travail et au traitement de la direction. Le 6 décembre les travailleurs de la cuisine centrale se sont mis en grève majoritaire. Après 3 jours de grève, avec le soutien de l'intersyndicale CGT, Sud, UNSA, la direction s'est engagée sur des renforts saisonniers, sur la réouverture des douches (qui étaient fermées...), l'affichage des plannings 48h à l'avance, la révision des dotations de vêtements... Au delà de ça, les grévistes expriment surtout le sentiment de s'être fait respectés. À force de tirer sur la corde, la corde a craqué !

Continuité du sous-effectif public

La direction se cache derrière la « continuité de service » pour justifier le sous-effectif qu'elle nous impose. Il faudrait qu'on soit à sa disposition et qu'on accepte n'importe quelle condition de travail.

Nous faire rester après notre journée de travail c'est DANGEREUX pour nos patients (risque d'erreurs) et pour nous soignants : épuisement, risque d'accident... Protégeons nos vies et celle de nos patients !

Stop à la modification incessante de nos plannings !

Hier encore, un hôpital de Gaza pris d'assaut !



Hier, mardi, l'armée israélienne a lancé l'assaut contre l'hôpital Kamal Adwan à Gaza, assiégé et bombardé depuis plusieurs jours. Des morts, des dizaines de blessés et un personnel médical qui vit un enfer...

Stop aux massacres à Gaza

La guerre ne fait que s'amplifier, avec plus de 17 700 morts déjà. Si les grandes puissances ont pris le parti de l'État d'Israël et de sa guerre contre un peuple, un peu partout sur la planète, la solidarité avec les Palestiniens continue à s'exprimer, notamment dans la rue. La guerre ne s'arrête pas, notre mobilisation doit continuer, soyons nombreuses aux manifestations !

Toutes et tous, rejoignons le collectif « Soignant.es pour Gaza »

Depuis plusieurs semaines, un collectif d'hospitaliers s'est créé pour dénoncer ce massacre et soutenir les collègues à Gaza qui travaillent dans des hôpitaux bombardés. On est toutes et tous concernés ! Pour rejoindre le collectif :

Sur Insta / Twitter / Tiktok :

@soignantesprgaza



Et pour rejoindre le cortège du collectif, prochain RDV



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.php@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr



@npanouveaupartianticapitaliste